

STATISTIQUES 2000-2001

La période couverte par le présent recueil débute le lundi 2 octobre 2000, jour de l'ouverture de la session ordinaire de 2000-2001, et prend fin le dimanche 30 septembre 2001, veille de l'ouverture de la session ordinaire de 2001-2002.

LISTE DES SIGLES, DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGNES

GROUPES POLITIQUES

Soc.	Groupe socialiste.
R.P.R.	Groupe du Rassemblement pour la République.
U.D.F.	Groupe Union pour la démocratie française-Alliance.
D.L.	Groupe Démocratie libérale et Indépendants.
Com.	Groupe communiste.
R.C.V.	Groupe radical, citoyen et vert.
N.I.	Députés n'appartenant à aucun groupe (non-inscrits).
App.	Apparentés à un groupe.

COMMISSIONS PERMANENTES

A.C.	Commission des affaires culturelles, familiales et sociales.
A.E.	Commission des affaires étrangères.
D.N.	Commission de la défense nationale et des forces armées.
FI	Commission des finances, de l'économie générale et du plan.
LO	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
PR	Commission de la production et des échanges.

DIVERS

al.	Alinéa.
Art.	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
C.M.P.	Commission mixte paritaire.
Cor.	Corrigé.
D.C.	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O.A.N.	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
L.O.	Loi organique.
PAC	Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.
Pj	Projet de loi.
PjS	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
R.	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.

SIGNES

-	Néant.
///	Impossibilité juridique ou pratique.

SOMMAIRE

1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE	8
1.1. EFFECTIFS DES GROUPES	8
1.2. MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE	9
1.2.1. Remplaçants devenus députés	9
1.2.2. Elections partielles	9
1.2.3. Sièges vacants	9
<i>ANNEXE I. – Liste des modifications à la composition de l'Assemblée</i>	39
1.3. CONTESTATIONS D'OPÉRATIONS ÉLECTORALES	9
1.4. MISSIONS TEMPORAIRES CONFÉES PAR LE GOUVERNEMENT	10
<i>ANNEXE II. – Liste des missions temporaires confiées par le Gouvernement</i>	41
1.5. IMMUNITÉS PARLEMENTAIRES	10
1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté	10
1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite	10
1.6. INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES	10
2. BILAN D'ACTIVITÉ	12
2.1. CONGRÈS DU PARLEMENT	12
2.2. ACTIVITÉ GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE	12
2.2.1. Session et séances publiques	12
2.2.2. Impressions parlementaires	13
2.3. COMMISSIONS PERMANENTES ET SPÉCIALES	14
2.3.1. Travaux des commissions	14
<i>ANNEXE III. – Liste des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes</i>	42
2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs	15
2.3.2.1. Textes non budgétaires	15
2.3.2.2. Textes budgétaires	15
2.3.2.3. Rapports d'information	15
2.4. DÉLÉGATIONS ET OFFICES PARLEMENTAIRES	16
2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne	16
2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne	16
2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	16
<i>ANNEXE IV. – Liste des propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution.</i>	43
2.4.2. Autres délégations.....	16
2.4.3. Offices parlementaires	16
2.5. AUTRES COMMISSIONS	17
2.5.1. Commissions d'enquête	17
<i>ANNEXE V. – Liste et travaux des commissions d'enquête constituées</i>	44
2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution	17
2.5.3. Commissions <i>ad hoc</i>	17

3. ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES	20
3.1. BILAN LÉGISLATIF	20
3.1.1. Projets de loi	20
3.1.2. Propositions de loi	21
3.1.3. Récapitulation	22
<i>ANNEXE VI. – Liste chronologique des lois promulguées</i>	45
3.2. TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LE DÉPÔT ET L'ADOPTION DÉFINITIVE	22
3.3. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE LOI	23
3.4. RÉPARTITION PAR GROUPE DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION	24
4. ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE	26
4.1. MODALITÉS D'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR	26
4.1.1. Séances mensuelles d'initiation parlementaire	26
4.1.2. Ordre du jour complémentaire	26
4.2. PROCÉDURE D'EXAMEN SIMPLIFIÉE	26
4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R	26
4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R	26
4.3. MOTIONS DE PROCÉDURE	26
4.4. SECONDES DÉLIBÉRATIONS	27
4.5. COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES ET DÉCLARATIONS D'URGENCE	27
4.5.1. Commissions mixtes paritaires	27
<i>ANNEXE VII. – Liste des commissions mixtes paritaires</i>	48
4.5.2. Déclarations d'urgence	27
4.6. AMENDEMENTS	28
4.6.1. Origine et sort des amendements	28
4.6.2. Détail des amendements présentés par les commissions	29
4.6.3. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs	29
4.7. VOTE BLOQUÉ	29
4.8. PROCÉDURE DE VOTE	29
4.8.1. Scrutins	29
<i>ANNEXE VIII. – Liste chronologique des scrutins publics</i>	50
4.8.2. Vérifications du quorum	29
4.9. INCIDENTS DE SÉANCE	30
4.9.1. Rappels au Règlement	30
4.9.2. Faits personnels	30
4.9.3. Peines disciplinaires	30
4.10. DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	30
<i>ANNEXE IX. – Liste des décisions du Conseil constitutionnel</i>	57
5. DÉCLARATIONS ET DÉBATS	32
5.1. DÉCLARATIONS DU GOUVERNEMENT	32
<i>ANNEXE X. – Liste des déclarations du Gouvernement</i>	60
5.2. DÉBATS	32

6. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE	34
6.1. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	34
6.2. MOTIONS DE CENSURE	34
7. QUESTIONS	36
7.1. QUESTIONS ORALES	36
7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement	36
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat	36
7.1.3. Répartition par groupe des questions orales avec débat	36
7.2. QUESTIONS ÉCRITES	36
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites	36
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées	36
<i>ANNEXES XI. 1. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales</i>	61
<i>2. – Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites</i>	62

1

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE

1. Composition de l'Assemblée

1.1. Effectifs des groupes

Groupes	Au 1 ^{er} octobre 2000			Au 30 septembre 2001		
	Membres	Appa- rentés	Total	Membres	Appa- rentés	Total
Socialiste	244	10	254	243	10	253
Rassemblement pour la République	131	7	138	133	6	139
Union pour la démocratie française-Alliance ..	65	5	70	63	5	68
Démocratie libérale et Indépendants	42	2	44	41	2	43
Communiste	33	2	35	33	2	35
Radical, Citoyen et Vert	29	-	29	30	-	30
Total des groupes	544	26	570	543	25	568
Députés non-inscrits	///	///	5	///	///	5
Total des sièges pourvus			575 ⁽¹⁾			573 ⁽²⁾
Sièges vacants	///	///	2	///	///	4
Total des sièges			577			577

(1) Dont 57 femmes : 37 Soc., 7 R.P.R., 5 U.D.F., 3 R.C.V., 3 Com., 2 D.L.

(2) Dont 54 femmes : 35 Soc., 7 R.P.R., 4 U.D.F., 3 R.C.V., 3 Com., 2 D.L.

1.2. Modifications à la composition de l'Assemblée

1.2.1. Remplaçants devenus députés : **6** ⁽¹⁾

(Art. L.O. 176-1 du code électoral)

Après :

– décès	3
– nomination à des fonctions ministérielles	3
– nomination au Conseil constitutionnel	–
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	–

1.2.2. Élections partielles : **5** ⁽¹⁾

(Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d'opérations électorales	–
– cas de vacances autres que ceux mentionnés à l'article L.O. 176 du code électoral	5
– dont démission	4
– dont décès du remplaçant	1

1.2.3. Sièges vacants au 30 septembre 2001 : **4** ^{(1) (2)}

Après :

– démission	3
– député élu dans une autre circonscription	1

(1) Voir annexe I, p. 39.

(2) Aux termes du second alinéa de l'article L.O. 178 du code électoral, il n'est procédé à aucune élection partielle dans les douze mois qui précèdent l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée.

1.3. Contestations d'opérations électorales

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
En instance au 1 ^{er} octobre 2000	–	–
Enregistrées en cours de période	3	3 ⁽¹⁾
Requêtes :		
– devenues sans objet	–	–
– rejetées	3	3
– suivies d'annulation	–	–
En instance au 30 septembre 2001	–	–

(1) Il s'agit des sièges de la 1^{re} circonscription de la Haute-Garonne, de la 8^e circonscription des Alpes-Maritimes et de la 8^e circonscription du Val-d'Oise.

1.4. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽¹⁾

Missions en cours au 1 ^{er} octobre 2000	7
Missions confiées durant la période	12
Missions en cours au 30 septembre 2001	7

(1) Voir annexe II, p. 41.

1.5. Immunités parlementaires

1.5.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée	-
--	---

1.5.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée	-
--------------------------------	---

1.6. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel	-
--	---

2

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement n'a pas été convoqué en congrès durant la période couverte par ce recueil.

2.2. Activité générale de l'Assemblée

2.2.1. Session et séances publiques

SESSION	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires ⁽¹⁾	Déclarations et censure	Questions	Résolutions	Divers ⁽²⁾
Session ordinaire de 2000-2001 ⁽³⁾ (séances du 2 octobre 2000 au 28 juin 2001)	96	224	858 h 25 ⁽⁴⁾	579 h 45	150 h 45	10 h 35	108 h 40	5 h 30	3 h 10

(1) Concernant uniquement la première lecture du projet de loi de finances pour 2001.

(2) dont 2 h 10 à l'occasion de l'hommage rendu à la mémoire de Jacques CHABAN-DELMAS, le mercredi 22 novembre 2000, après-midi.

(3) L'Assemblée nationale a suspendu ses travaux du 24 décembre 2000 au 7 janvier 2001, du 11 février au 25 mars 2001 (élections municipales et cantonales des 11 et 18 mars) et du 8 au 16 avril 2001.

(4) Ce qui représente 9 669 pages du Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale.

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Allocutions	1	8	///	///	1	8
Messages du Président de la République	–	–	///	///	–	–
Déclarations du Gouvernement	2	28	///	///	2	28
Projets de loi	99	3 604	12	1 404	111	5 008
Propositions de loi	217	2 432	///	///	217	2 432
Propositions de résolution	39	372	///	///	39	372
Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution	282	15 388	///	///	282	15 388
Rapports législatifs ⁽¹⁾	190	13 636	56	7 164	246	20 800
Rapports d'information ⁽²⁾	40	6 026	///	///	40	6 026
Autres rapports ⁽³⁾	42	8 444	///	///	42	8 444
Avis	9	616	55	3 628	64	4 244
Total	921	50 554	123	12 196	1 044	62 750

(1) Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

(2) Rapports d'information des commissions permanentes.

(3) Rapports déposés par les offices ou les délégations et, le cas échéant, les commissions d'enquête ou la commission des immunités.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions

	Affaires culturelles	Affaires étrangères	Défense nationale	Finances	Lois	Production/échanges	Spéciales	Total
Réunions :								
– nombre	78	43	44	63	61	49	14 ⁽¹⁾	352
– durée.....	144 h 05	144 h 05	50 h 15	83 h 22	94 h 25	67 h 34	28 h 00 ⁽¹⁾	526 h 21
<i>dont examen budgétaire</i>	<i>16 h 30</i>	<i>6 h 30</i>	<i>15 h 35</i>	<i>35 h 36</i>	<i>11 h 10</i>	<i>28 h 13</i>	<i>///</i>	<i>113 h 34</i>
Auditions :								
– membres du Gouvernement.....	17	11	7	7	9	13	1 ⁽¹⁾	65
– autres personnalités.....	5	21	21	6	6	22	5 ⁽¹⁾	86
<i>dont auditions publiques :</i>								
– membres du Gouvernement	<i>14</i>	<i>5</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>3</i>	<i>3</i>	<i>–</i>	<i>25</i>
– autres personnalités.....	<i>2</i>	<i>12</i>	<i>2</i>	<i>–</i>	<i>5</i>	<i>21</i>	<i>–</i>	<i>42</i>
Total.....	22	32	28	13	15	35	6	151
Examen des textes								
Textes renvoyés en première lecture :								
– projets de loi.....	7	35	1	7	12	6	1 ⁽²⁾	69
– propositions de loi	64	1	3	26	116	25	–	235
– propositions de résolution	9	2	2	2	14	19	–	48
<i>dont sur PAC</i>	<i>2</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>6</i>	<i>–</i>	<i>11</i>
Total.....	80	38	6	35	142	50	1	352
Textes adoptés définitivement :								
– projets de loi.....	5	23	–	7	7	6	–	48
– propositions de loi	4	1	–	1	7	2	1 ⁽¹⁾	16
– propositions de résolution	2	–	–	1	1	9	–	13
<i>dont sur PAC</i>	<i>2</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>6</i>	<i>–</i>	<i>10</i>
Total	11	24	–	9	15	17	1	77
Rapports déposés								
En première lecture :								
– sur des projets de loi	9	18	–	5	12	1	–	45
– sur des propositions de loi	6	1	–	1	12	3	1 ⁽¹⁾	24
– sur des propositions de résolution	8	–	4	2	5	12	–	31
<i>dont sur PAC</i>	<i>2</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>1</i>	<i>1</i>	<i>5</i>	<i>–</i>	<i>9</i>
Total	23	19	4	8	29	16	1	100
<i>dont rapports conjoints</i>	<i>–</i>	<i>2</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>3</i>	<i>5</i>	<i>–</i>	<i>10</i>
En deuxième lecture et lectures suivantes :								
– sur des projets de loi	10	–	–	15	7	7	–	39
– sur des propositions de loi	7	–	–	2	5	1	1	16
Total	17	–	–	17	12	8	1	55
Total des rapports	40	19	4	25	41	24	2	155
Annexes au rapport général	<i>///</i>	<i>///</i>	<i>///</i>	44	<i>///</i>	<i>///</i>		44
Avis								
– sur des projets de loi de finances	1	1	2	<i>///</i>	1	1	–	6
– tomes des avis budgétaires	13	6	12	<i>///</i>	8	17	–	56
– sur d'autres projets de loi	1	–	–	3	–	2	–	6
– sur des propositions de loi	–	–	–	–	2	–	–	2
– sur des propositions de résolution	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>dont sur PAC</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>	<i>–</i>
Total	15	7	14	3	11	20	–	70
Missions d'information ⁽³⁾								
Rapports déposés	2	5	7	9	1	3	<i>///</i>	27
Rapports d'information budgétaires	<i>///</i>	<i>///</i>	<i>///</i>	4	<i>///</i>	<i>///</i>	<i>///</i>	4

(1) Commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique relative aux lois de finances (n° 2540).

(2) Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique (n° 3166).

(3) Sur les travaux de la mission d'évaluation et de contrôle et des missions d'information communes, voir Annexe III, p. 42.

2.3.2. Répartition par groupe des rapporteurs

2.3.2.1. Textes non budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Commissions saisies au fond :								
– projets de loi	84	2	4	4	-	3	-	97 ⁽¹⁾
– propositions de loi	21	3	2	3	4	7	-	40
– propositions de résolution	30	1	-	-	-	-	-	31
<i>dont sur PAC</i>	9	-	-	-	-	-	-	9
Total	135	6	6	7	4	10	-	168
Commissions saisies pour avis :								
– projets de loi	5	-	-	-	1	-	-	6
– propositions de loi	2	-	-	-	-	-	-	2
– propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont sur PAC</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	7	-	-	-	1	-	-	8

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Commission des finances :								
– rapporteur général	1	-	-	-	-	-	-	1
– rapporteurs spéciaux	25	7	3	3	3	3	-	44
Autres commissions (avis) :								
– sur la loi de finances annuelle.....	28	6	5	2	8	6	-	55
– sur les autres lois de finances	1	-	-	-	-	-	-	1

2.3.2.3. Rapports d'information ⁽²⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Rapports d'information	27	3	1	2	3	2	-	38
Rapports d'information budgétaire	3	1	-	-	-	-	-	4

(1) 13 rapporteurs ont rédigé 6 rapports.

(2) Cette rubrique prend en compte les rapports d'information déposés par la délégation à l'aménagement et au développement du territoire et de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

2.4. Délégations et offices parlementaires

2.4.1. Délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

2.4.1.1. Travaux de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne

Réunions		Auditions		Nombre de		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution examinés	Propositions de résolution déposées
32	51 h 45	9	4	30 ⁽¹⁾	211	11

2.4.1.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution ⁽²⁾

Textes en instance au 1 ^{er} octobre 2000	295
Textes transmis durant la période	282
Textes retirés ou devenus définitifs	255
Textes en instance au 30 septembre 2001	322

2.4.2. Autres délégations

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire	20	34 h 18	3	19	2
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	19	43 h 45	3	41	8

2.4.3. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	15	63 h 00	1	88	13
Office parlementaire d'évaluation de la législation	-	-	-	-	-
Office parlementaire d'évaluation des politiques publiques ⁽³⁾	-	-	-	-	-

(1) Dont 7 rapports d'information examinant, en application de l'article 151-1 du Règlement, l'ensemble des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution et concluant, pour certains d'entre eux, à des propositions de résolution.

(2) Voir annexe IV la liste des propositions de résolution adoptées sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution (p. 43). Voir aussi, ci-après, 3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution.

(3) L'article 94 de la loi de finances pour 2001 (n° 200-1352 du 30 décembre 2000) a abrogé l'article 6 quinquies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires instituant cet office.

2.5. Autres commissions

2.5.1. Commissions d'enquête ⁽¹⁾

- Commissions constituées durant la période	2
- Rapports déposés	1

2.5.2. Commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution

Cette commission s'est réunie le 2 octobre 2000 afin d'élire son bureau.

2.5.3. Commissions *ad hoc*

Aucune commission *ad hoc* n'a été constituée durant la période couverte par ce recueil.

(1) Voir Annexe V, p. 44, la liste et travaux des commissions d'enquête constituées.

3

ÉTAT D'EXAMEN DES TEXTES

3. Etat d'examen des textes

3.1. Bilan législatif

3.1.1. Projets de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	A l'Assemblée nationale	Au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés en première lecture à l'Assemblée depuis le 1 ^{er} octobre 2000	37	32	69 ⁽²⁾
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2000	20	16	36
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2000	27	1	28
Total.....	84	49	133
Textes retirés.....	-	-	-
Total des textes pris en compte	84	49	133

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale	///	2	12	3	1	18
	Au Sénat	2	1	-	-	-	3
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale	23	1	-	-	-	24
	Au Sénat	///	-	-	-	3	3
Total		25	4	12	3	4	48 ⁽³⁾
Rejets		-	-	-	-	///	-

En instance au 30 septembre 2001		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
A l'Assemblée nationale.....		51	2	-	-	-	53
Au Sénat.....		26 ⁽⁴⁾	6	-	-	-	32
Total.....		77	8	-	-	-	85

(1) Il s'agit uniquement des projets déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Dont 1 projet de loi organique.

(3) Dont 2 projets de loi organique.

(4) Il s'agit uniquement des projets déposés en premier lieu à l'Assemblée nationale et adoptés par celle-ci.

3.1.2. Propositions de loi

Textes pris en compte	Textes déposés en premier lieu		Total
	à l'Assemblée nationale	au Sénat ⁽¹⁾	
Déposés à l'Assemblée depuis le 1 ^{er} octobre 2000.....	201	18	219 ⁽²⁾
En instance à l'Assemblée au 1 ^{er} octobre 2000	915	31	946
En instance au Sénat au 1 ^{er} octobre 2000.....	25	1	26
Total	1 141	50	1 191
Textes retirés.....	3	///	3
Total des textes pris en compte	1 138	50	1 188

Adoptions définitives		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
Textes déposés à l'Assemblée nationale	A l'Assemblée nationale	///	4 ⁽³⁾	6 ⁽⁴⁾	5 ⁽⁵⁾	3 ⁽⁶⁾	18
	Au Sénat	1	13 ⁽⁷⁾	-	-	1	15
Textes déposés au Sénat	A l'Assemblée nationale	3	1	-	-	-	4
	Au Sénat	///	1	-	-	-	1
Total.....		4	19	6	5	4	38
Rejets		2 ⁽⁸⁾	-	-	-	-	2

En instance au 30 septembre 2001		En première lecture	En deuxième lecture	En troisième lecture	En lectures suivantes	Sur rapport de CMP	Total
A l'Assemblée nationale		1 129	2	1	-	-	1 132
Au Sénat		13 ⁽⁹⁾	3	-	-	-	16
Total.....		1 142	5	1	-	-	1 148

(1) Il s'agit uniquement des propositions déposées au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

(2) Dont 9 propositions de loi constitutionnelle et 8 propositions de loi organique.

(3) Dont 4 propositions de loi n^{os} 792, 1050, 1302 et 2277 ayant fait l'objet d'un rapport commun.

(4) Dont 6 propositions de loi organique n^{os} 2602, 2665, 2741, 2756, 2757 et 2773 ayant fait l'objet d'un rapport commun.

(5) Dont 3 propositions de loi n^{os} 1504, 2279 et 2315 ayant fait l'objet d'un rapport commun.

(6) Dont 3 propositions de loi organique n^{os} 1448, 2329 et 2410 ayant fait l'objet d'un rapport commun.

(7) Dont 10 propositions de loi n^{os} 376, 402, 842, 1295, 1511, 2151, 2156, 2213, 2291 et 2435 jointes à la proposition Sénat n^o 2054.

(8) Proposition de loi n^o 2148 relative à la conduite automobile sous l'emprise de stupéfiants (J.O.AN du 5 décembre 2000) ; proposition de loi n^o 2494 relative à la médiation familiale (J.O. AN du 5 avril 2001).

(9) Il s'agit uniquement des propositions déposées en premier lieu à l'Assemblée nationale et adoptées par celle-ci.

3.1.3. Récapitulation

	Textes pris en compte	Textes adoptés	Lois promulguées ⁽¹⁾
Projets de loi	133	48	48 ⁽²⁾
Propositions de loi	1 188	38 ⁽³⁾	16
Total	1 321	86	64 ⁽⁴⁾

3.2. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 9 mois	9 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans	Durée moyenne
Projets	Dépôts Assemblée nationale	-	2	3	6	3	5	2	-	213 jours
	Dépôts Sénat	-	1	2	2	1	7	13	1	354 jours
Propositions	Dépôts Assemblée nationale	-	-	1	-	1	3	5	1	441 jours
	Dépôts Sénat	-	-	-	1	1	-	1	2	545 jours

(1) Voir annexe VI, p. 45 liste chronologique des lois promulguées.

(2) Dont 23 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

(3) Ce nombre prend en compte les propositions de loi ayant fait l'objet d'un examen conjoint :

- 3 propositions de loi organique n^{os} 1448, 2329 et 2410 destinées à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de Polynésie française (rapport n^o 2473) ;

- 6 propositions de loi organiques n^{os} 2602, 2665, 2741, 2756, 2757 et 2773 modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale (rapport n^o 2791) ;

- 3 propositions de loi n^{os} 1504, 2279 et 2315 tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale (rapport n^o 2321) ;

- 4 propositions de loi n^{os} 792, 1050, 1302 et 2277 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité (rapport n^o 1378) ;

- 10 propositions de loi n^{os} 376, 402, 842, 1295, 1511, 2151, 2156, 2213, 2291 et 2435 jointes à la proposition Sénat n^o 2034 tendant à renforcer le dispositif pénal à l'encontre des associations ou groupements constituant, par leurs agissements délictueux, un trouble à l'ordre public ou un péril majeur pour la personne humaine (rapport n^o 2472).

(4) Non compris la loi constitutionnelle n^o 2000-964 du 2 octobre 2000 relative à la durée du mandat du Président de la République adoptée par référendum le 28 septembre 2000.

3.3. Répartition par groupe des propositions de loi

Propositions	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Enregistrées.....	23	70	48	24	28	22	6	201
Irrecevables au dépôt (art. 40 C)	-	-	-	-	-	-	-	-
Déposées	23	70	48	24	28	22	6	201
Retirées.....	-	1	-	1	-	1	-	3
Irrecevables en séances :								
- art. 40 C	-	-	-	-	-	-	-	-
- art. 41 C	-	-	-	-	-	-	-	-
Rejetées	-	1	-	1	-	-	-	2 ⁽¹⁾
Adoptées définitivement.....	10	7	3	1	8	4	-	33 ⁽²⁾

(1) Cf. note 8 (p. 21).

(2) Ce chiffre prend en compte les propositions de lois examinées conjointement, cf. note 3 (p. 22).

3.4. Répartition par groupe des propositions de résolution

Objet de la proposition	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Modification du Règlement :								
• déposées	1	-	-	-	-	-	-	1
• adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-
Constitution de commission d'enquête :								
• déposées	1	10	2	7	4	11	-	35
• rejetées	-	-	-	-	-	-	-	-
• adoptées	1	1	1	-	-	-	-	3 ⁽¹⁾
Sur propositions d'actes communautaires :								
• déposées :								
– par un rapporteur de la délégation UE	9	1	-	-	-	-	-	10
– par un député	1	-	-	-	-	-	-	1
• considérées comme adoptées	7	1	-	-	-	1	-	9
• adoptées en séance publique	1	-	-	-	-	-	-	1
Suspension de détention ou de poursuites :								
• déposées	-	-	-	-	-	-	-	-
• adoptées.....	-	-	-	-	-	-	-	-
Mise en accusation devant la Haute Cour de justice :								
• déposées	-	-	-	-	-	-	-	-
• adoptées.....	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Ce nombre prend en compte les propositions de résolution examinées conjointement.

4

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

4. Éléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Séances mensuelles d'initiative parlementaire en application de l'art. 48, al. 3, C

Nombre de séances	9
soit en heures	27 h 15
Nombre de textes examinés	10
<i>dont</i> :	
– propositions de loi	10
– propositions de résolution	-

4.1.2. Ordre du jour complémentaire

Nombre de séances	10
soit en heures	33 h 10 ⁽¹⁾
Nombre de textes examinés	10
<i>dont</i> :	
– propositions de loi	8 ⁽²⁾
– propositions de résolution	2 ⁽³⁾

(1) Dont 9 séances tenues pour faire suite aux séances mensuelles d'initiative parlementaire, soit 29 h 40.

(2) Ces 8 propositions de loi ont été discutées au cours de 8 des 9 séances tenues pour faire suite aux séances mensuelles d'initiative parlementaire.

(3) Dont une proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête (suite d'une séance d'initiative parlementaire) et une résolution portant sur une proposition d'acte communautaire examinée dans le cadre de l'article 48-4 du règlement.

4.2. Procédure d'examen simplifiée

4.2.1. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 106 R

Textes ayant fait l'objet d'une demande	7⁽¹⁾
– oppositions	-
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	7

4.2.2. Procédure d'examen simplifiée en application de l'article 107 R (traités ou conventions)

Textes ayant fait l'objet d'une demande	17
– oppositions	-
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	17

(1) Dont 4 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux.

4.3. Motions de procédure

(Art. 91 et 128 du Règlement) ⁽¹⁾

	Mises aux voix	Adoptées
Exception d'irrecevabilité	22	-
Question préalable	23	-
Renvoi en commission	14	-
Demande d'ajournement	1	-

(1) Ces nombres concernent uniquement les motions déposées sur les textes examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

4.4. Secondes délibérations

Demandes :

– du Gouvernement	6
– d'une commission	2
– d'un député	1 ⁽¹⁾

(1) Demande acceptée par la Commission sur le projet de loi d'orientation sur la forêt (J.O. AN du 30 mai 2001, page 3648).

4.5. Commissions mixtes paritaires et déclarations d'urgence

4.5.1. Commissions mixtes paritaires ⁽¹⁾

	Projets	Propositions	Total
1. Demandes, après :			
• Première lecture (<i>urgence, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale</i>)	14	3	17
• Deuxième lecture	5	3	8
• Lectures suivantes.....	-	-	-
Total.....	19	6	25
2. Rapports déposés :			
• Rapports positifs.....	4	2	6
• Rapports négatifs.....	15	4	19
Total.....	19	6	25
3. Suite de la procédure :			
• Adoption conforme sur le texte CMP	4	2	6
– dont à l'Assemblée nationale	1	1	2
• avec amendements	1	-	1
• sans amendement.....	-	1	1
– dont au Sénat	3	1	4
• avec amendements	-	-	-
• sans amendement.....	3	1	4
• Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	-	-	-
• Adoption en lecture définitive	13	4	17
– dernier texte Assemblée nationale	13	4	17
• avec amendements	4	-	4
• sans amendement.....	9	4	13
– Texte CMP.....	-	-	-
• Textes restant en instance.....	2 ⁽²⁾	-	2
Total.....	19	6	25

(1) Voir annexe VII, p. 48.

(2) Il s'agit du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne et du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier.

4.5.2. Déclarations d'urgence

Déclarations d'urgence.....	22
dont :	
– sur des projets de loi	20 ⁽¹⁾
– sur des propositions de loi	2 ⁽²⁾

(1) Dont un projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature.

(2) Dont une demande portant sur 6 propositions de loi organique relatives à la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale ayant fait l'objet d'un rapport commun.

4.6. Amendements

4.6.1. Origine et sort des amendements

Amendements transmis à la Présidence ⁽¹⁾	Gouvernement	Commissions	Députés (auteur ou premier signataire)							Total
			Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	
Enregistrés	854	2 675	797	1 139	1 202	699	666	429	28	8 479
Irrecevables au dépôt :										
– Art. 40 ou L.O. relative aux lois de finances ⁽²⁾	///	55	78	148	159	106	62	40	10	658
– Art. L.O. 113 du code de la sécurité sociale ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irrecevables en séance :										
– Art. 40 ou L.O. relative aux lois de finances ⁽²⁾	///	-	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. L.O. 113 du code de la sécurité sociale ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 41 C ⁽⁴⁾	///	-	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 44 C ⁽⁵⁾	///	///	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 98, alinéa 5, R ⁽⁶⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
– Art. 127 R ⁽⁷⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Recevables	844	2 620	719	991	1 043	593	604	389	18	7 821
Retirés avant discussion	42	33	65	34	84	42	60	38	-	398
Adoptés	705	2 402	357	106	61	56	64	54	1	3 754

(1) Ces nombres concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

(2) Irrecevabilité financière : création ou aggravation d'une charge publique ou diminution des ressources publiques ou ne relevant pas du domaine de la loi de finances.

(3) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine des lois de financement de la sécurité sociale.

(4) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi.

(5) Irrecevabilité des amendements non soumis antérieurement à la commission.

(6) Irrecevabilité des amendements « hors du cadre » du projet ou de la proposition de loi.

(7) Irrecevabilité des amendements ne relevant pas du domaine de la loi organique.

4.6.2. Détail des amendements présentés par les commissions

Détail des amendements présentés par les commissions	Signés par le rapporteur seul	Contresignés par un commissaire (auteur ou premier signataire)							Total
		Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	
Enregistrés	2 358	210	7	47	14	21	17	1	2 675
Irrecevables	53	2	-	-	-	-	-	-	55
Recevables	2 305	208	7	47	14	21	17	1	2 620
Retirés avant discussion	25	4	-	4	-	1	3	-	33
Adoptés	2 132	189	6	32	13	16	13	1	2 402

4.6.3. Part des amendements adoptés dans l'élaboration des textes définitifs ⁽¹⁾

Nombre d'amendements adoptés ⁽²⁾	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200
Nombre de textes définitifs.....	29 ⁽³⁾	12	3	7	3	3	-	7

(1) Voir aussi annexe VI, p. 45, liste chronologique des lois promulguées.

(2) Ces nombres concernent les amendements adoptés à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

(3) Dont 23 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux non susceptibles de faire l'objet d'amendements (art. 128 du Règlement).

4.7. Vote bloqué

Nombre de demandes 2

4.8. Procédures de vote

4.8.1. Scrutins ⁽¹⁾

Scrutins publics ordinaires.....	95
<i>dont :</i>	
– sur des motions de procédure	6
– sur le passage à la discussion des articles	1
– sur des textes	88
Scrutins publics à la tribune.....	1
Scrutins secrets	-

4.8.2. Vérifications du quorum.....

-

(1) Dont 9 scrutins décidés en application de l'article 65-1 du Règlement. Voir annexe VIII, p. 50, la liste chronologique des scrutins publics.

4.9. Incidents de séance

4.9.1. Rappels au Règlement	46
4.9.2. Faits personnels	-
4.9.3. Peines disciplinaires	-

4.10. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽¹⁾

Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution	2
Application de l'article 41 de la Constitution	-
Application de l'article 54 de la Constitution	-
Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution	5
<i>dont :</i>	
– <i>Lois organiques</i>	5
– <i>Règlement des Assemblées</i>	-
Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	11

(1) Voir annexe IX, p. 57.

5

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats

5.1. Déclarations du Gouvernement ⁽¹⁾	2
(Article 132 du Règlement)	
<i>dont :</i>	
– <i>avec débat</i>	<i>2</i>
– <i>sans débat</i>	-

5.2. Débats

Application de l'article 143, alinéa 2, du Règlement.....	-
---	---

(1) Voir annexe X, p. 60.

6

ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure

6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement

Application de l'article 49, alinéa premier, de la Constitution.....	-
<i>dont :</i>	
- <i>sur son programme</i>	-
- <i>sur une déclaration de politique générale</i>	-
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	-

6.2. Motions de censure

Application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution	-
Application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	-

7

QUESTIONS

7. Questions ⁽¹⁾

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement

Groupes	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Nombre de questions posées	216	162	81	56	84	79	0	678 ^(*)

(*) Nombre de séances : **56**, dont deux séances de questions portant exclusivement sur des thèmes européens (mercredi 18 octobre et mercredi 20 décembre 2000).

7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat

Groupes	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Nombre de questions posées	119	71	35	23	23	24	0	295 ^(*)

(*) Nombre de séances : **12**.

7.1.3. Répartition par groupe des questions orales avec débat

Groupes	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Nombre de questions posées	2	1	2	2	2	2	0	11 ^(*)

(*) Nombre de séances : **2**, portant respectivement sur 6 questions jointes relatives à la sécurité alimentaire (mardi 28 novembre 2000) et 5 questions jointes sur l'avenir des institutions (mardi 19 décembre 2000).

7.2. Questions écrites

7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses publiées du 1^{er} octobre 2000 au 30 septembre 2001

Groupes	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Nombre de questions après retrait	3 815	4 695	2 642	1 685	579	1 430	126	14 972
Nombre de réponses	3 555	3 929	2 368	1 609	540	936	144	13 081

7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites « signalées » ^(*)

Groupes	Soc.	RPR	UDF	DL	Com.	RCV	NI	Total
Nombre de questions	287	144	90	51	36	36	0	644

(*) Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et « signalées » chaque semaine de la session ordinaire à l'attention du Gouvernement qui s'engage à apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours.

(1) La répartition des réponses des ministres aux questions orales et écrites figure en annexe XI, pp. 61 et 62.

ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée

1.2.1. Remplaçants devenus députés

Cause et date du remplacement	Député remplacé	Circonscription	Nom du remplaçant	Notification du remplacement
Décès : – 31 décembre 2000 (J.O. 6 janvier 2001)	André Capet (Soc.)	Pas-de-Calais (7 ^e)	Gilles Cocquempot (Soc.)	4 janvier 2001 (J.O. 6 janvier 2001)
– 28 juillet 2001 (J.O. 31 juillet 2001)	Guy Hermier (Com.)	Bouches-du-Rhône (4 ^e)	Jean Dufour (Com.)	30 juillet 2001 (J.O. 31 juillet 2001)
– 24 septembre 2001 (J.O. 26 septembre 2001)	Claude Desbons (Soc.)	Gers (1 ^{re})	Jean-Pierre Pujol (Soc.)	24 septembre 2001 (J.O. 26 septembre 2001)
Nomination à des fonctions ministérielles : – 18 octobre 2000 (J.O. 19 octobre 2000)	François Patriat (Soc.)	Côte-d'Or (5 ^e)	Jean-Claude Robert (Soc.)	19 novembre 2000 (J.O. 20 novembre 2000)
– 27 mars 2001 (J.O. 28 mars 2001)	Paulette Guinchard-Kunstler (Soc.)	Doubs (2 ^e)	Michel Bourgeois (Soc.)	28 avril 2001 (J.O. 29 avril 2001)
– 10 juillet 2001 (J.O. 11 juillet 2001)	Yves Cochet (R.C.V.)	Val-d'Oise (7 ^e)	Didier Arnal (Soc.)	11 août 2001 (J.O. 12 août 2001)

1.2.2. Elections partielles

Cause de l'élection	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Nom de l'élu	Date de proclamation
Remplaçant décédé : - 5 février 2001 (J.O. 7 février 2001)	Louise Moreau (UDF)	Alpes-Maritimes (8 ^e)	Bernard Brochand (RPR)	2 avril 2001 (J.O. 3 avril 2001)
Démissions : - 6 septembre 2000 (J.O. 8 septembre 2000)	Gilberte Marin- Moskovitz (RCV)	Territoire-de-Belfort (2 ^e)	Jean-Pierre Chevènement (RCV)	23 octobre 2000 (J.O. 24 octobre 2000)
- 14 septembre 2000 (J.O. 15 septembre 2000)	Frédérique Bredin (Soc.)	Seine-Maritime (9 ^e)	Patrick Jeanne (Soc.)	23 octobre 2000 (J.O. 24 octobre 2000)
- 23 janvier 2001 (J.O. 25 janvier 2001)	Dominique Baudis (UDF)	Haute-Garonne (1 ^{re})	Philippe Douste-Blazy (UDF)	2 avril 2001 (J.O. 3 avril 2001)
- 12 février 2001 (J.O. 13 février 2001)	Raymonde Le Texier (Soc.)	Val-d'Oise (8 ^e)	Dominique Strauss-Kahn (Soc.)	2 avril 2001 (J.O. 3 avril 2001)

1.2.3. Sièges vacants

Cause de l'élection	Député dont le mandat a cessé	Circonscription	Date de vacance
Démissions : - 5 avril 2001 (J.O. 6 avril 2001)	André Santini (UDF)	Hauts-de-Seine (10 ^e)	5 avril 2001
- 17 avril 2001 (J.O. 18 avril 2001)	Charles Millon (N.I.)	Ain (3 ^e)	17 avril 2001
- 17 juillet 2001 (J.O. 18 juillet 2001)	Elie Hoarau (RCV)	Réunion (4 ^e)	17 juillet 2001
Élection dans une autre circonscription : - 9 mai 2001 (J.O. 10 mai 2001)	Philippe Douste-Blazy (UDF)	Hautes-Pyrénées (2 ^e)	9 mai 2001 ⁽¹⁾

(1) Date de la décision n° 2001-2589 du Conseil constitutionnel rejetant la requête tendant à l'annulation des opérations électorales auxquelles il a été procédé les 25 mars et 1^{er} avril 2001 pour la désignation d'un député à l'Assemblée nationale.

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Date du début et de la fin de mission
Claude Évin (Soc.) Loire-Atlantique	Emploi et solidarité Coopération et francophonie	3 avril 2000 – 3 novembre 2000
Bernard Derosier (Soc.) Nord	Premier ministre	13 avril 2000 – 13 novembre 2000
Thierry Carcenac (Soc.) Tarn	Fonction publique et réforme de l'État	5 juin 2000 – 5 décembre 2000
Gérard Gouzes (Soc.) Lot-et-Garonne	Garde des Sceaux Affaires étrangères Famille et enfance	17 juillet 2000 – 17 janvier 2001
Marcel Cabiddu (N.I.) Pas-de-Calais	Economie, finances et industrie SE industrie	6 septembre 2000 – 6 mars 2001
Jean Launay (Soc.) Lot	Economie, finances et industrie	18 septembre 2000 - 18 mars 2001
Jean-Marie Bockel (Soc.) Haut-Rhin	Economie, finances et industrie	25 septembre 2000 - 23 janvier 2001
Dominique Dupilet (Soc.) Pas-de-Calais	Agriculture et pêche	3 octobre 2000 – 3 avril 2001
Jean-Claude Sandrier (Com.) Cher	Ville	23 octobre 2000 – 23 avril 2001
Michel Charzat (Soc.) Paris	Economie, finances et industrie	15 janvier 2001 – 15 juillet 2001
Didier Chouat (Soc.) Côtes-d'Armor	Economie, finances et industrie SE PME, commerce, artisanat et consommation	16 février 2001 – 16 août 2001
Jean-Claude Daniel (App. Soc.) Haute-Marne	Economie, finances et industrie SE PME, commerce, artisanat et consommation	16 février 2001 – 16 août 2001
Marie-Françoise Pérol-Dumont (Soc.) Haute-Vienne	Education nationale	15 mai 2001
Gaëtan Gorce (Soc.) Nièvre	Emploi et solidarité	11 juin 2001
François Léotard (U.D.F.) Var	Affaires étrangères	2 juillet 2001
Alain Cacheux (Soc.) Nord	SE Logement	2 juillet 2001
Jean-Pierre Baeumler (Soc.) Haut-Rhin	Education nationale	12 juillet 2001
Christophe Caresche (Soc.) Paris	Justice Intérieur Défense	23 juillet 2001
Robert Pandraud (R.P.R.) Seine-Saint-Denis	Justice Intérieur Défense	23 juillet 2001

Annexe III

Mission d'évaluation et de contrôle

	Nombre de réunions	Durée des réunions	Auditions		N° et date du dépôt des rapports
			Membres du Gouvernement	Autres personnalités	
Mission d'évaluation et de contrôle	11	30 h 20	-	29	- Travaux de la Mission d'information et de contrôle, n° 2599 (3 octobre 2000) - Financement et gestion de l'eau, n° 3081 (22 mai 2001) - Logement social, n° 3151 (19 juin 2001) - Fonctionnement de la justice, n° 3282 (26 septembre 2001)

Missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Domaine	Commissions permanentes concernées	Nomination de la mission	Nomination du bureau	Nombre de réunions	Durée des réunions	Auditions		N° et date du dépôt du rapport
						Membres du Gouvernement	Personnalités	
Répression de la délinquance financière et du blanchiment des capitaux en Europe	AE-LO	9 juin 1999	9 juin 1999	9	14 h 50	-	13	2311 (Tome 3) 21 février 2001
Préparatoire au projet de loi de révision des "lois bioéthiques" de juillet 1994	AC-LO	29 mars 2000	9 mai 2000	11	22 h 45 -	-	36	3208 27 juin 2001
Événements de Srebrenica	AE-DN	23 novembre 2000	7 décembre 2000	20	58 h 56	-	19	-
Diverses formes de l'esclavage moderne	AC-AE-LO	5 avril 2001	17 avril 2001	11	34 h 30	1	41	-
Total				51	131 h 01	1	109	

Annexe IV

Propositions de résolution sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la constitution

Propositions de résolution considérées comme définitives

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la constitution	N ^{os} des propositions de résolution (n ^o du rapport, commission saisie au fond)	Considérées comme définitives le
Sécurité maritime du transport pétrolier (E 1440)	N ^{os} 2426 (et 2532, PR)	2 octobre 2000
Dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement (E 1485)	N ^{os} 2584 (et 2632, PR)	7 novembre 2000
Politiques de l'emploi des Etats membres en 2000 (E 1528 - E 1559)	N ^{os} 2748 (et 2746, AC)	3 décembre 2000
Agenda pour la politique sociale (E 1497)	N ^{os} 2730 (et 2745, AC)	3 décembre 2000
Services postaux (E 1520)	N ^{os} 2695 (et 2765, PR)	10 décembre 2000
Services d'intérêt général en Europe (E 1560)	N ^{os} 2752 (et 2786, PR)	20 décembre 2000
OCM sucre (E 1585)	N ^{os} 2817 (et 2877, PR)	7 février 2001
Régions ultrapériphériques (E 1631 - E 1647)	N ^{os} 3035 (et 3118, LO)	21 juin 2001
Avant-projet de budget 2002 (E 1739)	N ^{os} 3221 (et 3227, FI)	22 juillet 2001

Propositions de résolution adoptées en séance publique

Textes soumis en application de l'article 88-4 de la constitution	N ^{os} des propositions de résolution (n ^o du rapport, commission saisie au fond)	Date d'adoption
Service public pour les transports de voyageurs (E 587)	N ^{os} 3001 (et 3095, PR)	27 juin 2001

Annexe V

Liste des commissions d'enquête constituées

Objet de la commission d'enquête	Date de création	Date de sa nomination	Date de la nomination du bureau	Numéro et date de dépôt du rapport
Commission d'enquête sur le recours aux farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, la lutte contre l'encéphalopathie spongiforme bovine et les enseignements de la crise en termes de pratiques agricoles et de santé publique	13 décembre 2000	21 décembre 2000	9 janvier 2001	3138 13 juin 2001
Commission d'enquête sur les causes des inondations répétitives ou exceptionnelles et sur les conséquences des intempéries afin d'établir les responsabilités, d'évaluer les coûts ainsi que la pertinence des outils de prévention, d'alerte et d'indemnisation	17 mai 2001	23 mai 2001	23 mai 2001	Rapport non déposé au 30-09-2001

Travaux des commissions d'enquête

Objet de la commission d'enquête	Séances		Auditions			
			Auditions		dont ouvertes à la presse	
	Nb	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	Membres du Gouvernement	Autres
Farines animales	37	97 h 15	4	74	4	74
Inondations	17	41 h 15	-	30	-	30
Total	54	138 h 30	4	104	4	104

Annexe VI

Liste chronologique des lois promulguées ⁽¹⁾ ⁽²⁾ ⁽³⁾

1. 2 octobre 2000. – Loi constitutionnelle n° 2000-964 relative à la durée du mandat du Président de la République (*J.O.* du 3 octobre 2000) (Pj. A.N.).
2. 13 décembre 2000*. – Loi n° 2000-1207 d'orientation pour l'outre-mer (*J.O.* du 14 décembre 2000) (Pj. A.N.) (226 adts).
3. 13 décembre 2000*. – Loi n° 2000-1208 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (*J.O.* du 14 décembre 2000) (Pj. A.N.) (903 adts).
4. 13 décembre 2000. – Loi n° 2000-1209 relative à la contraception d'urgence (*J.O.* du 14 décembre 2000) (Pn. A.N.).
5. 15 décembre 2000. – Loi n° 2000-1232 tendant à permettre aux conseillers d'arrondissement de siéger au conseil d'une communauté urbaine (*J.O.* du 19 décembre 2000) (Pn. S.) (1 adt).
6. 23 décembre 2000*. – Loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 n° 2000-1257 (*J.O.* du 24 décembre 2000 et du 31 janvier 2001) (Pj. A.N.) (202 adts)
7. 30 décembre 2000*. – Loi de finances pour 2001, n° 2000-1352 (*J.O.* du 31 décembre 2000 et du 31 janvier 2001) (Pj. A.N.) (402 adts).
8. 30 décembre 2000*. – Loi de finances rectificative pour 2000, n° 2000-1353 (*J.O.* du 31 décembre 2000) (Pj. A.N.) (126 adts).
9. 30 décembre 2000. – Loi n° 2000-1354 tendant à faciliter l'indemnisation des condamnés reconnus innocents et portant diverses dispositions de coordination en matière de procédure pénale (*J.O.* du 31 décembre 2000) (Pn. S.) (18 adts).
10. 3 janvier 2001. – Loi n° 2001-1 portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire (*J.O.* du 4 janvier 2001) (Pj. S.) (10 adts).
11. 3 janvier 2001. – Loi n° 2001-2 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale (*J.O.* du 4 janvier 2001) (Pj. S.) (46 adts).
12. 4 janvier 2001. – Loi n° 2001-5 relative à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec L'État et portant modification du code de l'aviation civile (*J.O.* du 5 janvier 2001) (Pj. A.N.) (2 adts).
13. 4 janvier 2001. – Loi n° 2001-6 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural (*J.O.* du 5 janvier 2001) (Pj. A.N.) (24 adts).
14. 4 janvier 2001. – Loi n° 2001-7 relative au contrôle des fonds publics accordés aux entreprises (*J.O.* du 5 janvier 2001) (Pn. A.N.) (20 adts).
15. 15 janvier 2001*. – Loi organique n° 2001-40 destinée à améliorer l'équité des élections à l'assemblée de la Polynésie française (*J.O.* du 16 janvier 2001) (Pn. A.N.) (1 adt).
16. 16 janvier 2001*. – Loi n° 2001-43 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports (*J.O.* du 17 janvier 2001) (Pj. S.) (47 adts).
17. 17 janvier 2001*. – Loi n° 2001-44 relative à l'archéologie préventive (*J.O.* du 18 janvier 2001) (Pj. A.N.) (90 adts).
18. 29 janvier 2001. – Loi n° 2001-70 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915 (*J.O.* du 30 janvier 2001) (Pn. S.).
19. 30 janvier 2001. – Loi n° 2001-74 autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française à la convention internationale de 1989 sur l'assistance (*J.O.* du 31 janvier 2001) (Pj. S.).
20. 30 janvier 2001. – Loi n° 2001-75 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) (*J.O.* du 31 janvier 2001) (Pj. S.).
21. 30 janvier 2001. – Loi n° 2001-76 autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise (*J.O.* du 31 janvier 2001) (Pj. S.).
22. 30 janvier 2001. – Loi n° 2001-77 autorisant la ratification de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière civile entre la République française et la République socialiste du Vietnam (*J.O.* du 31 janvier 2001) (Pj. S.).
23. 30 janvier 2001. – Loi n° 2001-78 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) (*J.O.* du 31 janvier 2001) (Pj. S.).

(1) Les lois dont la date est suivie d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

(2) Voir les tomes 89, 90 et 91 du *Recueil des lois de l'Assemblée nationale pour les travaux préparatoires*.

(3) Le titre de la loi est éventuellement suivi du nombre d'amendements adoptés, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

24. 30 janvier 2001. – Loi n° 2001-79 autorisant l'adhésion au protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (protocole I) (ensemble deux annexes) (*J.O.* du 31 janvier 2001) (Pj. S.).
25. 30 janvier 2001. – Loi n° 2001-80 autorisant l'approbation des amendements au protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique. (*J.O.* du 31 janvier 2001) (Pj. S.).
26. 30 janvier 2001. – Loi n° 2001-81 autorisant l'approbation du protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée (ensemble trois annexes adoptées à Monaco le 24 novembre 1996). (*J.O.* du 31 janvier 2001) (Pj. S.).
27. 30 janvier 2001. – Loi n° 2001-82 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lituanie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). (*J.O.* du 31 janvier 2001) (Pj. S.).
28. 30 janvier 2001. – Loi n° 2001-83 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Ghana sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. (*J.O.* du 31 janvier 2001) (Pj. S.).
29. 30 janvier 2001. – Loi n° 2001-84 autorisant l'adhésion de la République française à la convention internationale d'assistance mutuelle administrative en vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions douanières (ensemble onze annexes). (*J.O.* du 31 janvier 2001) (Pj. S.).
30. 30 janvier 2001. – Loi n° 2001-85 autorisant l'approbation des amendements à la convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution. (*J.O.* du 31 janvier 2001) (Pj. S.).
31. 30 janvier 2001. – Loi n° 2001-86 autorisant l'approbation des amendements au protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs (*J.O.* du 31 janvier 2001) (Pj. S.).
32. 30 janvier 2001. – Loi n° 2001-87 autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole). (*J.O.* du 31 janvier 2001) (Pj. S.).
33. 5 février 2001*. – Loi organique n° 2001-100 modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel. (*J.O.* du 6 février 2001) (Pj. A.N.) (6 adts).
34. 6 février 2001. – Loi n° 2001-111 relative à l'adoption internationale. (*J.O.* du 8 février 2001) (Pn. A.N.) (6 adts).
35. 19 février 2001. – Loi n° 2001-152 sur l'épargne salariale (*J.O.* du 20 février 2001) (Pj. A.N.) (206 adts).
36. 19 février 2001. – Loi n° 2001-153 tendant à la lutte contre l'effet de serre et à la prévention des risques liés au réchauffement climatique la qualité de priorité nationale et portant création d'un Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer. (*J.O.* du 20 février 2001) (Pn. S.).
37. 19 avril 2001. – Loi n° 2001-337 autorisant l'approbation de l'instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du travail. (*J.O.* du 20 avril 2001) (Pj. S.).
38. 19 avril 2001. – Loi n° 2001-338 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République dominicaine sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (*J.O.* du 20 avril 2001) (Pj. S.).
39. 19 avril 2001. – Loi n° 2001-339 autorisant la ratification du traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la France et les Etats-Unis d'Amérique (ensemble deux annexes) (*J.O.* du 20 avril 2001) (Pj. S.).
40. 19 avril 2001. – Loi n° 2001-340 autorisant la ratification de la convention de sécurité sociale entre la République française et la République du Chili (*J.O.* du 20 avril 2001) (Pj. S.).
41. 19 avril 2001. – Loi n° 2001-341 autorisant la ratification de la convention n° 182 de l'Organisation internationale du travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination. (*J.O.* du 20 avril 2001) (Pj. S.).
42. 3 mai 2001. – Loi n° 2001-380 relative à la répression des rejets polluants des navires. (*J.O.* du 4 mai 2001) (Pn. A.N.) (5 adts).
43. 9 mai 2001. – Loi n° 2001-397 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. (*J.O.* du 10 mai 2001) (Pn. A.N.) (117 adts).
44. 9 mai 2001. – Loi n° 2001-398 créant une Agence française de sécurité sanitaire environnementale. (*J.O.* du 10 mai 2001) (Pn. A.N.) (29 adts).
45. 11 mai 2001. – Loi n° 2001-409 autorisant l'approbation du protocole additionnel au protocole de Sangatte entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à la création de bureaux chargés du contrôle des personnes empruntant la liaison ferroviaire reliant la France et le Royaume-Uni. (*J.O.* du 12 mai 2001) (Pj. S.).
46. 15 mai 2001*. – Loi organique n° 2001-419 modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale (*J.O.* du 16 mai 2001) (Pn. A.N.) (10 adts).
47. 15 mai 2001. – Loi n° 2001-420 relative aux nouvelles régulations économiques. (*J.O.* du 16 mai 2001) (Pj. A.N.) (401 adts).
48. 21 mai 2001. – Loi n° 2001-434 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité. (*J.O.* du 23 mai 2001) (Pn. A.N.) (9 adts).
49. 29 mai 2001. – Loi n° 2001-454 relative à la réalisation d'un itinéraire à très grand gabarit entre le port de Bordeaux et Toulouse. (*J.O.* du 30 mai 2001) (Pj. A.N.).

-
50. 30 mai 2001. – Loi n° 2001-458 portant création d'une prime pour l'emploi. (*J.O.* du 31 mai 2001) (Pj. A.N.) (4 adts).
 51. 12 juin 2001. – Loi n° 2001-503 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer. (*J.O.* du 13 juin 2001) (Pj. S.).
 52. 12 juin 2001. – Loi n° 2001-504 tendant à renforcer la prévention et la répression des mouvements sectaires portant atteinte aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales (*J.O.* du 13 juin 2001) (Pn. S.) (35 adts).
 53. 25 juin 2001*. – Loi organique n° 2001-539 relative au statut des magistrats et au Conseil supérieur de la magistrature (*J.O.* du 26 juin 2001) (Pj. S.) (21 adts).
 54. 4 juillet 2001. – Loi n° 2001-582 relative à la mise en place d'une allocation d'autonomie pour les jeunes de seize à vingt-cinq ans (*J.O.* du 6 juillet 2001) (Pn. A.N.).
 55. 4 juillet 2001*. – Loi n° 2001-588 relative à la l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception (*J.O.* du 7 juillet 2001) (Pj. A.N.) (49 adts).
 56. 6 juillet 2001. – Loi n° 2001-589 autorisant la ratification de l'accord euroméditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part (ensemble sept annexes, quatre protocoles, un acte final, douze déclarations communes et un échange de lettres) (*J.O.* du 7 juillet 2001) (Pj. S.).
 57. 6 juillet 2001. – Loi n° 2001-590 autorisant la ratification du traité entre la République française et la Principauté d'Andorre portant rectification de la frontière (*J.O.* du 7 juillet 2001) (Pj. S.).
 58. 9 juillet 2001. – Loi n° 2001-597 portant règlement définitif du budget de 1998 (*J.O.* du 10 juillet 2001) (Pj. A.N.) (5 adts).
 59. 9 juillet 2001. – Loi n° 2001-602 d'orientation sur la forêt (*J.O.* du 11 juillet 2001) (Pj. A.N.) (407 adts).
 60. 10 juillet 2001. – Loi n° 2001-603 autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes (*J.O.* du 11 juillet 2001) (Pj. A.N.).
 61. 10 juillet 2001. – Loi n° 2001-604 portant règlement définitif du budget de 1999 (*J.O.* du 11 juillet 2001) (Pj. A.N.) (2 adts).
 62. 11 juillet 2001. – Loi n° 2001-616 relative à Mayotte (*J.O.* du 13 juillet 2001) (Pj. A.N.) (52 adts).
 63. 17 juillet 2001*. – Loi n° 2001-624 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (*J.O.* du 18 juillet 2001) (Pj. A.N.) (79 adts).
 64. 20 juillet 2001*. – Loi n° 2001-647 relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie (*J.O.* du 21 juillet 2001) (Pj. A.N.) (105 adts).
 65. 1^{er} août 2001*. – Loi organique n° 2001-692 relative aux lois de finances (*J.O.* du 2 août 2001) (Pn. A.N.) (11 adts).

Annexe VII

Commissions mixtes paritaires

Texte	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Orientation pour l'outre-mer Pj A.N. n° 2322 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	22 juin 2000	Échec C.M.P.	15 novembre 2000 Adoption en lecture définitive (26 adts)
Commission de contrôle nationale des fonds publics accordés aux entreprises Pn A.N. n° 1851 Après 2 ^e lecture	21 septembre 2000	Échec C.M.P.	21 décembre 2000 Adoption en lecture définitive
Archéologie préventive Pj A.N. n° 1575 Après 2 ^e lecture	06 octobre 2000	Échec C.M.P.	20 décembre 2000 Adoption en lecture définitive (1 adt)
Conseil d'administration d'Air France Pj A.N. n° 2067 Après 2 ^e lecture	12 octobre 2000	Échec C.M.P.	20 décembre 2000 Adoption en lecture définitive
Nouvelles réglementations économiques Pj A.N. n° 2250 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	9 novembre 2000	Échec C.M.P.	5 mai 2001 Adoption en lecture définitive (29 adts)
Contraception d'urgence Pn A.N. n° 2567 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	13 novembre 2000	28.11.2000 Assemblée nationale	30 novembre 2000 Adoption conforme au Sénat
Financement de la sécurité sociale pour 2001 Pj A.N. n° 2606 Après 1 ^{re} lecture	17 novembre 2000	Échec C.M.P.	5 décembre 2000 Adoption en lecture définitive
Épargne salariale Pj A.N. n° 2560 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	29 novembre 2000	Échec C.M.P.	7 février 2001 Adoption en lecture définitive
Adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports Pj S n° 2124 Après 2 ^e lecture	29 novembre 2000	12.12.2000 Assemblée Nationale	21 décembre 2000 Adoption conforme au Sénat
Organisation des élections à l'Assemblée de la Polynésie française Pn org A.N. n° 1448 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	28 novembre 2000	13.12.2000 Sénat	13 décembre 2000 Adoption conforme à l'Assemblée Nationale
Résorption de l'emploi précaire, modernisation recrutement fonction publique Pj S n° 2753 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	6 décembre 2000	14.12.2000 Assemblée Nationale	21 décembre 2000 Adoption conforme au Sénat
Transposition par ordonnances des directives communautaires PJ S n° 2691 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	7 décembre 2000	13.12.2000 Assemblée Nationale	21 décembre 2000 Adoption conforme au Sénat

Texte	Date de nomination	Discussion du rapport Première assemblée saisie	Suite de la procédure
Projet de loi de finances pour 2001 Pj A.N. n° 2585 Après 1 ^{re} lecture	13 décembre 2000	Échec C.M.P.	20 décembre 2000 Adoption en lecture définitive
Loi de finances rectificative pour 2000 Pj. A.N. n° 2704 Après 1 ^{re} lecture	19 décembre 2000	Échec C.M.P.	21 décembre 2000 Adoption en lecture définitive
Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes Pn A.N. n° 2132 Après 2 ^e lecture	9 janvier 2001	Échec C.M.P.	24 avril 2001 Adoption en lecture définitive
Création de l'agence française de sécurité sanitaire environnementale Pn A.N. n° 2279 Après 2 ^e lecture	12 janvier 2001	Échec C.M.P.	24 avril 2001 Adoption en lecture définitive
Expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale Pn org A.N. n° 2602 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	8 février 2001	Échec C.M.P.	24 avril 2001 Adoption en lecture définitive
IVG et contraception Pj A.N n° 2605 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	29 mars 2001	Échec C.M.P.	30 mai 2001 Adoption en lecture définitive
Prime pour l'emploi Pj A.N. n° 2906 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	18 avril 2001	Échec C.M.P.	15 mai 2001 Adoption en lecture définitive
Règlement définitif du budget 1998 Pj A.N. n° 1822 Après 2 ^e lecture	2 mai 2001	Échec C.M.P.	28 juin 2001 Adoption en lecture définitive
Allocation personnalisée d'autonomie Pj A.N. n° 2936 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	23 mai 2001	Échec C.M.P.	26 juin 2001 Adoption en lecture définitive
Sécurité quotidienne Pj A.N. n° 2938 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	31 mai 2001	Échec C.M.P.	En instance au Sénat, en nouvelle lecture, au 30-09-2001
Diverses dispositions d'ordre éducatif et culturel Pj A.N. n° 3025 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	1 ^{er} juin 2001	Échec C.M.P.	28 juin 2001 Adoption en lecture définitive (2 adts)
Diverses dispositions d'ordre économique et financier (MURCEF) Pj A.N n° 2990 <i>Urgence</i> Après 1 ^{re} lecture	8 juin 2001	Échec C.M.P.	En instance au Sénat, en nouvelle lecture, au 30-09-2001
Orientation sur la forêt Pj A.N. n° 2332 Après 2 ^e lecture	14 juin 2001	26.06.2001 Sénat (7 amendements)	27 juin 2001 Adoption conforme à l'Assemblée Nationale

Annexe VIII

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutin public à la tribune

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
291	21.06	L'ensemble de la proposition de loi organique modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale (lecture définitive).	308	251	9

2. Scrutins publics ordinaires

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
256	04.10	L'amendement n° 145 de M. Sarre tendant à supprimer l'article 7 du projet de loi sur l'épargne salariale (création du plan partenarial d'épargne salariale volontaire [PPESV]).	2	49	0
257	12.10	L'ensemble de la proposition de loi relative à la lutte contre les discriminations.	36	2	2
258	18.10	L'amendement n° 438 de M. Brard à l'article 2 du projet de loi de finances pour 2001 (création de deux nouvelles tranches d'imposition sur les revenus élevés).	6	80	0
259	19.10	L'amendement n° 206 de M. Dray après l'article 4 du projet de loi de finances pour 2001 (institution d'une taxe sur les mouvements de capitaux spéculatifs dite "taxe Tobin").	22	39	2
260	19.10	L'amendement n° 317 de M. Carrez à l'article 5 du projet de loi de finances pour 2001 (possibilité donnée aux conseils généraux d'exonérer de la vignette l'ensemble des véhicules).	16	33	0
261	20.10	L'amendement n° 453 repris par M. Brard à l'article 7 du projet de loi de finances pour 2001 (avoir fiscal pour les personnes morales non-résidentes en France).	5	44	3
262	20.10	L'amendement n° 517 (3 ^e rectification) repris par M. Brard à l'article 29 et état A du projet de loi de finances pour 2001 (majoration du versement de la Banque de France).	2	23	2
263 (*)	24.10	L'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 2001 (<i>vote unique</i>).	272	250	42

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
264	25.10	L'article 2 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (réduction de la CSG et de la CRDS sur les revenus d'activité).	48	6	0
265	26.10	L'amendement n° 359 de Mme Fraysse après l'article 10 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (taux de la contribution sociale sur les bénéficiaires).	7	45	0
266 (*)	31.10	L'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001.	284	237	30
267 (*)	21.11	L'ensemble du projet de loi de finances pour 2001 (<i>vote unique</i>).	300	256	1
268 (*)	28.11	L'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (nouvelle lecture).	258	245	30
269	28.11	L'amendement n° 46 de Mme Jacquaint après l'article 8 <i>septies</i> de la proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (deuxième lecture) (interdiction du travail de nuit pour les femmes et pour les hommes).	41	105	34
270	28.11	Le sous-amendement n° 29 rectifié de la commission des affaires culturelles à l'amendement n° 12 du Gouvernement après l'article 8 <i>septies</i> de la proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (deuxième lecture) (nécessité d'un accord collectif pour le travail de nuit et plage horaire).	107	55	10
271	28.11	L'amendement n° 12 du Gouvernement après l'article 8 <i>septies</i> de la proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (deuxième lecture) (réglementation du travail de nuit).	100	68	1
272	28.11	L'ensemble de la proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (deuxième lecture).	65	27	13
273	05.12	<i>Le passage à la discussion</i> des articles de la proposition de loi relative à la conduite automobile sous l'emprise de stupéfiants.	69	101	0
274 (*)	05.12	L'ensemble du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception.	323	222	9
275	05.12	<i>L'exception d'irrecevabilité</i> opposée par M. Sarre au projet de loi portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire.	131	152	4
276	05.12	<i>La question préalable</i> opposée par M. Bocquet au projet de loi portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire	72	119	0
277	05.12	<i>La motion de renvoi en commission</i> , présentée par M. Debré, sur le projet de loi portant habilitation du Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire.	21	60	4
278	19.12	<i>L'exception d'irrecevabilité</i> opposée par M. Debré aux propositions de loi organique relatives au calendrier électoral.	207	270	0
279	20.12	L'ensemble de la proposition de loi organique modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale.	300	245	6
280	10.01	L'amendement n° 140 de M. Mattei après l'article 11 du projet de loi de modernisation sociale (irrecevabilité d'une demande d'indemnisation du fait de la naissance).	20	41	0
281	10.01	L'amendement n° 112 de MM. Accoyer, Delnatte, Dubernard et Besselat après l'article 11 du projet de loi de modernisation sociale (irrecevabilité des demandes liées au préjudice du fait de la naissance ou du maintien en vie).	16	39	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
282	06.02	L'ensemble du projet de loi portant création d'une prime pour l'emploi.	25	0	5
283	03.04	L'ensemble de la proposition de loi organique modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale (nouvelle lecture).	296	147	6
284	18.04	Les amendements n° 144 de M. Gremetz et n° 85 de M. Jacquat à l'article 1 ^{er} (art. L. 232-6 du code de l'action sociale et des familles) du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie (modalités de rémunération de l'aide à domicile confiée à un prestataire).	14	24	0
285	18.04	L'amendement n° 127 de M. Bur à l'article 1 ^{er} (art. L. 232-14 du code de l'action sociale et des familles) du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie (visite préalable du médecin et du travailleur social à l'instruction de la demande d'allocation personnalisée d'autonomie).	9	18	0
286	19.04	L'amendement n° 18 de M. Gremetz à l'article 1 ^{er} (art. L. 232-19 du code de l'action sociale et des familles) du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie (suppression de tout recours en recouvrement sur succession de l'allocation personnalisée d'autonomie).	19	0	0
287	19.04	L'amendement n° 166 de M. Gremetz à l'article 1 ^{er} (art. L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles) du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie (répartition du concours versé aux départements en fonction du nombre de personnes âgées, du potentiel fiscal et du nombre de bénéficiaires du RMI de chaque département).	4	17	0
288	19.04	L'amendement n° 20 de M. Gremetz à l'article 1 ^{er} (art. L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles) du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie (répartition du concours versé aux départements en fonction du nombre de personnes âgées, du potentiel fiscal et du nombre de bénéficiaires du minimum vieillesse de chaque département).	10	15	0
289	19.04	L'amendement n° 36 repris par MM. Gremetz, Jacquat et Martin-Lalande après l'article 9 du projet de loi relatif à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie (majoration de la déduction fiscale pour les dépenses d'hébergement en établissement de long séjour ou en section de cure médicale).	10	11	1
290	24.04	L'ensemble de la proposition de loi tendant à inscrire dans la loi le principe de la gratuité des formules de chèques.	38	4	1
292	26.04	L'amendement n° 173 rectifié de M. Mariani après l'article 6 du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne (dépistage systématique de substances psychotropes sur tout conducteur d'un véhicule impliqué dans un accident de la circulation).	30	6	0
293	26.04	L'amendement n° 2 rectifié du Gouvernement après l'article 16 du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne (association des maires à l'ensemble de la sécurité de proximité, dans le cadre légal, réglementaire ou conventionnel).	21	11	0
294	26.04	Les amendements n° 77 de M. Goasguen, n° 124 de M. Estrosi et n° 141 rectifié de M. Warsmann après l'article 16 du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne (possibilité pour le maire de se constituer partie civile lors d'une infraction sur la voie publique).	10	21	0
295	26.04	L'amendement n° 220 rectifié de M. Sarkozy après l'article 16 du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne (peines encourues pour le rassemblement ou le stationnement de personnes, sans cause légitime, dans les parties communes des immeubles collectifs d'habitation, quelle que soit l'heure).	10	21	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
296	26.04	L'amendement n° 146 de M. Warsmann après l'article 16 du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne (possibilité pour le maire de décider l'interdiction, pour les mineurs de moins de 13 ans non accompagnés par une personne à laquelle il est confié, de circuler entre 24 heures et 6 heures du matin).	10	19	0
297	26.04	L'amendement n° 227 de M. Estrosi après l'article 16 du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne (utilisation du fichier d'empreintes génétiques pour les crimes et les délits).	9	19	0
298	09.05	L'article 1 ^{er} du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (mesures d'activation des dépenses du régime d'assurance-chômage).	29	4	0
299	10.05	L'amendement n° 46 de M. Gremetz à l'article 6 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (financement d'investissements d'utilité sociale par la Caisse des dépôts et consignations à hauteur de 10 % des ressources collectées par le fonds de réserve pour les retraites).	2	14	0
300	10.05	L'amendement n° 56 de M. Gremetz à l'article 6 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (modulation du taux des cotisations vieillesse selon l'évolution de la masse salariale de chaque entreprise).	4	19	0
301	10.05	L'article 6 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (fonds de réserve pour les retraites).	26	8	0
302	10.05	L'amendement n° 74 rectifié du Gouvernement après l'article 13 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (création d'un nouveau statut coopératif appelé société coopérative d'intérêt collectif).	30	3	1
303	10.05	L'amendement n° 15 repris par M. Pandraud après l'article 13 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (élargissement aux bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés et du minimum vieillesse du droit d'accès à la couverture maladie universelle).	6	15	1
304	10.05	L'amendement n° 50 de M. Gremetz après l'article 13 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (prise en compte du seuil de pauvreté pour la révision du plafond de ressources servant de base pour l'attribution de la couverture complémentaire).	5	16	1
305	10.05	L'amendement n° 49 de M. Gremetz après l'article 13 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (accès, de droit, à la couverture complémentaire en matière de santé aux bénéficiaires de minima sociaux).	2	17	1
306	10.05	Les amendements n° 79 de M. Sarre et n° 92 de M. Accoyer tendant à supprimer l'article 12 du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (compétences du conseil de direction de l'Institut d'études politiques de Paris).	12	25	1
307	10.05	L'ensemble du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel.	19	7	0
308	15.05	<i>L'exception d'irrecevabilité</i> opposée par M. Debré au projet de loi relatif à la Corse.	77	186	3
309	15.05	<i>La question préalable</i> opposée par M. Chevènement au projet de loi relatif à la Corse.	56	140	2
310	16.05	Les amendements n° 140 de M. Albertini et n° 212 corrigé de M. Chevènement tendant à supprimer l'article premier du projet de loi relatif à la Corse (attributions de l'Assemblée de Corse).	37	100	4

(*) Scrutin décidé en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
311	16.05	L'amendement n° 260 corrigé de la commission des lois à l'article premier du projet de loi relatif à la Corse (nouvelle rédaction de l'article visant à préciser le régime juridique des actes de la collectivité territoriale de Corse).	59	13	5
312	16.05	L'amendement n° 227 de M. Fillon tendant à supprimer l'article 7 du projet de loi relatif à la Corse (enseignement de la langue corse).	22	52	0
313	17.05	L'article unique de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les causes notamment climatiques, environnementales et urbanistiques des inondations exceptionnelles afin d'établir les responsabilités, d'évaluer les coûts et de prévenir les crues à répétition.	24	0	0
314(*)	22.05	L'ensemble du projet de loi relatif à la Corse.	287	217	63
315	23.05	L'amendement n° 60 de M. Desallangre après l'article 30 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (extension du contrôle juridictionnel de la procédure de licenciement pour motif économique et de l'indemnisation du préjudice subi par le salarié).	2	15	0
316	23.05	L'amendement n° 13 de M. Gremetz après l'article 30 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (établissement d'un plan social par l'employeur dès lors que l'entreprise licencie deux salariés au cours d'une même période de 30 jours).	8	27	0
317	23.05	L'amendement n° 61 de M. Desallangre après l'article 30 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (restitution sociale par les actionnaires des entreprises prospères qui licencient sans réel motif économique).	14	43	1
318	23.05	L'amendement n° 17 de M. Gremetz à l'article 32 <i>bis</i> du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (caractère suspensif de toute action tendant à contester une opération de licenciement collectif devant la juridiction des référés).	17	31	0
319	23.05	L'amendement n° 18 de M. Gremetz à l'article 32 <i>bis</i> du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (mise en place, en cas de licenciement économique, d'une représentation des salariés commune aux entreprises sous-traitante et donneuse d'ordre).	8	44	3
320	23.05	L'amendement n° 63 rectifié de M. Gremetz avant l'article 33 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (nouvelle définition du licenciement pour motif économique).	8	31	1
321	23.05	L'amendement n° 21 de M. Gremetz après l'article 33 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (mise en place d'institutions représentatives du personnel dans les entreprises).	13	25	0
322	23.05	L'amendement n° 64 de M. Gremetz après l'article 33 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (exercice d'un droit d'opposition à la rupture du contrat de travail par les délégués du personnel ou le comité d'entreprise).	16	23	0
323	23.05	Le sous-amendement n° 489 de M. Gremetz à l'amendement n° 84 de la commission des affaires culturelles à l'article 33 <i>ter</i> du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (suspension du licenciement économique en cas de carence des institutions représentatives du personnel).	15	25	0
324	23.05	L'amendement n° 302 rectifié de M. Dray après l'article 34 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (saisine de l'inspection du travail par le salarié invoquant un défaut de cause réelle et sérieuse de son licenciement).	12	25	4
325	23.05	L'amendement n° 295 de M. Chevènement après l'article 34 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (nullité de la procédure de licenciement en cas de défaut d'accord de l'autorité administrative compétente).	14	21	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
326	23.05	L'amendement n° 24 de M. Gremetz après l'article 34 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (observation de la commission régionale des aides publiques aux entreprises à la demande du tribunal saisi d'une contestation de plan social dans le cadre d'un licenciement collectif).	15	33	0
327	23.05	L'amendement n° 301 de M. Dray après l'article 34 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (procédure du constat de carence de plan social par l'autorité administrative).	16	23	2
328	23.05	L'amendement n° 65 de M. Gremetz après l'article 34 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (nullité du licenciement individuel pour motif économique en cas d'insuffisance d'effort de reclassement par l'employeur).	13	32	0
329	23.05	L'amendement n° 408 de M. Gremetz après l'article 34 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (proportionnalité du montant de la contribution de l'employeur au financement de l'allocation d'assurance-chômage au coût social du licenciement économique).	12	31	0
330	23.05	L'amendement n° 441 du Gouvernement à l'article 34 <i>bis</i> du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (durée du congé de reclassement en cas de licenciement pour motif économique).	38	1	0
331	23.05	L'amendement n° 26 de M. Gremetz après l'article 35 A du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (harmonisation du taux des primes de précarité au bénéfice des salariés sous contrat à durée déterminée et des intérimaires).	15	15	0
332	23.05	L'amendement n° 27 de M. Gremetz à l'article 36 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (prise en compte intégrale des salariés sous contrat à durée déterminée dans l'effectif de l'entreprise).	15	21	0
333	23.05	L'amendement n° 28 de M. Gremetz à l'article 36 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (introduction d'une pénalité en cas de recours abusif de l'employeur au travail précaire).	15	25	0
334	23.05	L'amendement n° 409 de M. Gremetz avant l'article 38 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (poursuite de l'exécution du contrat de travail d'un salarié licencié dans le cas d'un contrat de travail requalifié ou temporaire).	11	22	0
335	23.05	L'amendement n° 30 de M. Gremetz à l'article 45 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (participation des organisations syndicales au conseil d'administration des centres de formation d'apprentis).	11	14	0
336	23.05	L'amendement n° 472 de M. Gremetz après l'article 2 du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (équivalence du diplôme d'infirmier de bloc opératoire).	11	12	0
337	23.05	L'amendement n° 2 rectifié de Mme Jacquaint à l'article 10 <i>septies</i> du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (rétablissement des élections à la sécurité sociale).	7	12	0
338	23.05	L'amendement n° 1 rectifié de Mme Jacquaint à l'article 10 <i>septies</i> du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (négociation entre le Gouvernement et les organisations syndicales en vue des élections à la sécurité sociale).	8	11	0
339	23.05	L'amendement n° 237 de M. Gaïa à l'article 21 <i>bis</i> du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (prorogation du délai de dépôt des demandes de reconstitution de carrière d'anciens fonctionnaires d'Afrique du Nord).	13	0	1
340	23.05	L'amendement n° 397 de M. Gremetz après l'article 21 <i>bis</i> du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (modification de la composition des commissions administratives de reclassement).	13	3	0
341	23.05	L'amendement n° 8 de Mme Jacquaint à l'article 28 <i>septies</i> du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (insertion d'un chapitre relatif aux droits de l'enfant).	7	10	0

TABLE CHRONOLOGIQUE DES SCRUTINS

Numéro de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			P	C	A.V.
342	23.05	L'amendement n° 10 de Mme Jacquaint à l'article 28 <i>septies</i> du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (application de la Convention internationale des droits de l'enfant).	7	10	0
343	23.05	L'amendement n° 12 de Mme Jacquaint à l'article 28 <i>septies</i> du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (création d'une section relative à l'exercice de l'autorité parentale).	6	10	0
344	23.05	L'amendement n° 9 de Mme Jacquaint à l'article 28 <i>septies</i> du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture) (délai du congé parental ou d'adoption).	7	10	0
345 (*)	12.06	L'ensemble du projet de loi autorisant la ratification du traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes.	407	27	113
346	12.06	L'amendement n° 52 de M. Gremetz après l'article 19 (article. L.861-2 du code de la sécurité sociale) du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (nouvelle lecture) (élargissement du droit à la protection complémentaire en matière de santé).	8	18	0
347	12.06	L'ensemble du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel (nouvelle lecture).	17	10	0
348 (*)	13.06	L'ensemble du projet de loi de modernisation sociale (deuxième lecture).	304	253	7
349 (*)	19.06	L'ensemble de la proposition de loi constitutionnelle tendant à modifier l'article 68 de la Constitution.	283	241	2
350	27.06	L'amendement n° 73 de la commission des lois tendant à supprimer l'article 21 du projet de loi relatif à la sécurité quotidienne (réglementation des rassemblements festifs à caractère musical).	30	19	6
351	28.06	Les amendements n° 7 de la commission des finances et n° 66 de M. Vila tendant à supprimer l'article 3 bis A du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (nouvelle lecture) (distribution de gaz combustible hors réseau de transport).	7	8	0

(*) Scrutin décidé en Conférence des présidents en application de l'article 65-1 du Règlement.

Annexe IX

Décisions du Conseil constitutionnel

A. – Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires (Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Loi organique destinée à améliorer l'équité des élections à l'Assemblée de la Polynésie française	Premier ministre 15.12.00	2000-438 DC du 10.01.01	16.01.01	Conforme
Loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel	Premier ministre 19.01.01	2001-443 DC du 01.02.01	06.02.01	Conforme
Loi organique modifiant la date d'expiration des pouvoirs de l'Assemblée nationale	Premier ministre 25.04.01	2001-444 DC du 09.05.01	16.05.01	Conforme
Loi organique relative au statut des magistrats et au Conseil supérieur de la magistrature	Premier ministre 31.05.01	2001-445 DC du 19.06.01	26.06.01	Partiellement contraire avec réserves
Loi organique relative aux lois de finances	Premier ministre 29.06.01	2001-448 DC du 25.07.01	02.08.01	Partiellement contraire avec réserves

B. – Conformité à la Constitution des lois ordinaires (Application de l'article 61, alinéa 2 de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Loi d'orientation pour l'outre-mer	Plus de 60 députés 16.11.2000 Plus de 60 sénateurs 16.11.2000	2000-435 DC du 07.12.2000	14.12.2000	Partiellement contraire avec réserves
Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains	Plus de 60 députés 24.11.2000 Plus de 60 sénateurs 23.11.2000	2000-436 DC du 07.12.2000	14.12.2000	Partiellement contraire
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2001	Plus de 60 députés 07.12.2000 Plus de 60 sénateurs 07.12.2000	2000-437 DC du 19.12.2000	24.12.2000	Partiellement contraire
Loi de finances rectificative pour 2000	Plus de 60 députés 22.12.2000 Plus de 60 sénateurs 22.12.2000	2000-441 DC du 28.12.2000	31.12.2000	Partiellement contraire
Loi de finances pour 2001	Plus de 60 sénateurs 22.12.2000	2000-442 DC du 28.12.2000	31.12.2000	Partiellement contraire
Loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports	Plus de 60 sénateurs 21.12.2000	2000-440 DC du 10.01.2001	17.01.2001	Conforme
Loi relative à l'archéologie préventive	Plus de 60 députés 21.12.2000	2000-439 DC du 16.01.2001	18.01.2001	Conforme
Loi relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception	Plus de 60 sénateurs 07.06.2001	2001-446 DC du 27.06.2001	07.07.2001	Conforme
Loi relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception	Plus de 60 députés 29.06.2001	2001-449 DC du 04.07.2001	07.07.2001	Rejet de la requête
Loi portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel	Plus de 60 sénateurs 02.07.2001	2001-450 DC du 11.07.2001	18.07.2001	Conforme avec réserves
Loi relative à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie	Plus de 60 sénateurs 28.06.2001	2001-447 DC du 18.07.2001	21.07.2001	Conforme avec réserves

C. – Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative (Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel (L.D.)	Décision
Nature juridique de certaines dispositions du code de l'environnement et du code général des collectivités territoriales	Premier ministre 27.10.00	2000-190 L du 07.11.00	10.11.00	Domaine réglementaire
Nature juridique des mots : « , pour une durée de quatre ans, » figurant au premier alinéa de l'article 10 de la loi n° 91-411 du 2 mai 1991 relative à l'organisation interprofessionnelle des pêches maritimes et des élevages marins et à l'organisation de la conchyliculture	Premier ministre 20.12.00	2000-191 L du 10.01.01	13.01.01	Domaine réglementaire

Annexe X

Déclarations du Gouvernement

Avec débat :

Date	Objet	Ministre
17 janvier 2001	Déclaration du Gouvernement sur la décentralisation	M. Lionel Jospin (Premier ministre) et M. Daniel Vaillant (ministre de l'intérieur)
06 juin 2001	Débat d'orientation budgétaire	M. Laurent Fabius (ministre de l'économie, des finances et de l'industrie) et Mme Florence Parly (secrétaire d'Etat au budget)

Annexe XI

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites

Annexe XI-1. – Répartition des réponses ministérielles aux questions orales ⁽¹⁾

Ministres	Réponses aux questions	
	Questions au Gouvernement	Questions orales sans débat ⁽²⁾
Premier ministre : Lionel JOSPIN.....	41	–
Affaires étrangères : Hubert VEDRINE.....	18	–
Affaires européennes : Pierre MOSCOVICI.....	23	–
Agriculture et pêche : Jean GLAVANY.....	59	25
Aménagement du territoire et environnement: Dominique VOYNET.....	18	13
Anciens combattants : Jean-Pierre MASSERET.....	2	6
Budget: Florence PARLY.....	7	2
Commerce extérieur : François HUWART.....	3	–
Coopération: Charles JOSSELIN.....	10	–
Culture et communication : Catherine TASCA.....	8	6
Défense : Alain RICHARD.....	11	7
Droits des femmes et formation professionnelle: Nicole PERY.....	4	1
Economie : Laurent FABIUS.....	64	11
Economie solidaire : Guy HASCOET.....	2	–
Education nationale : Jack LANG.....	6	29
Emploi et solidarité : Martine AUBRY, puis Elizabeth GUIGOU ⁽³⁾	112	28
Enseignement professionnel : Jean-Luc MELENCHON.....	9	1
Equipement et transports : Jean-Claude GAYSSOT.....	27	55
Famille et enfance : Ségolène ROYAL.....	13	1
Famille, enfance et personnes handicapées : Ségolène ROYAL ⁽⁵⁾	9	3
Fonction publique et réforme de l'Etat: Michel SAPIN.....	7	–
Industrie : Christian PIERRET.....	35	12
Intérieur : Daniel VAILLANT.....	52	28
Jeunesse et sports : Marie-George BUFFET.....	8	1
Justice : Elizabeth GUIGOU, puis Marylise LEBRANCHU ⁽³⁾	34	10
Logement : Louis BESSON, puis Marie-Noëlle LIENEMANN ⁽⁵⁾	14	8
Outre-mer : Christian PAUL.....	11	–
Patrimoine et décentralisation culturelle : Michel DUFFOUR.....	–	1
Personnes âgées : Paulette GUINCHARD-KUNSTLER ⁽⁵⁾	2	–
Personnes âgées et personnes handicapées : Dominique GILLOT ⁽⁴⁾ ⁽⁵⁾ ...	–	–
PME, commerce, artisanat et consommation : Marylise LEBRANCHU, puis François PATRIAT ⁽³⁾	15	6
Recherche : Roger-Gérard SCHWARTZENBERG.....	2	2
Relations avec le Parlement : Jean-Jack QUEYRANNE.....	7	–
Santé : Bernard KOUCHNER ⁽⁴⁾	20	19
Santé et handicapés : Dominique GILLOT.....	13	20
Tourisme : Michèle DEMESSINE.....	5	–
Ville : Claude BARTOLONE.....	7	–
Total	678	295

(1) 11 questions orales avec débat ont été posées à raison de 7 au Premier ministre et 4 au ministre de l'agriculture et de la pêche.

(2) Décompte effectué sur la base des ministres interrogés et non sur celle des membres du Gouvernement ayant répondu en séance publique.

(3) Remaniement ministériel du 18 octobre 2000.

(4) Remaniement ministériel du 6 février 2001.

(5) Remaniement ministériel du 27 mars 2001.

Annexe XI-2. – Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre	76
Affaires étrangères	446
Affaires européennes	118
Agriculture et pêche	993
Aménagement du territoire et environnement.....	431
Anciens combattants	372
Budget.....	83
Commerce extérieur.....	14
Coopération.....	53
Culture et communication	305
Défense.....	273
Droits des femmes et formation professionnelle.....	39
Economie.....	2 100
Economie solidaire.....	67
Education nationale	1 380
Emploi et solidarité	1 612
Enseignement professionnel.....	49
Équipement et transports	765
Famille, enfance et personnes handicapées.....	122
Fonction publique et réforme de l'Etat	425
Industrie.....	333
Intérieur	728
Jeunesse et sports	162
Justice.....	590
Logement	286
Outre-mer	22
Patrimoine.....	13
Personnes âgées.....	8
PME, commerce, artisanat et consommation	371
Recherche	76
Relations avec le Parlement	23
Santé	699
Tourisme	32
Ville	15
Total	13 081

